

## PRÉSENTATION BRÈVE ET SYNTHÉTIQUE BUDGET PRIMITIF 2017

Conformément à l'article 107 de la Loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTRe), et à l'article L.2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, une « présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles » est jointe au budget primitif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

### Préambule

Les documents budgétaires de la communauté de communes, soumis à l'adoption du conseil se composent d'un budget principal et de 17 budgets annexes.

Cette année, l'adoption du Compte administratif 2016 et du compte de gestion aura lieu plus tard dans l'année. Aussi, il a été proposé de pratiquer, pour certains budgets la reprise anticipée des résultats de fonctionnement et d'investissement, en accord avec la Trésorerie de Saint-Vallier.

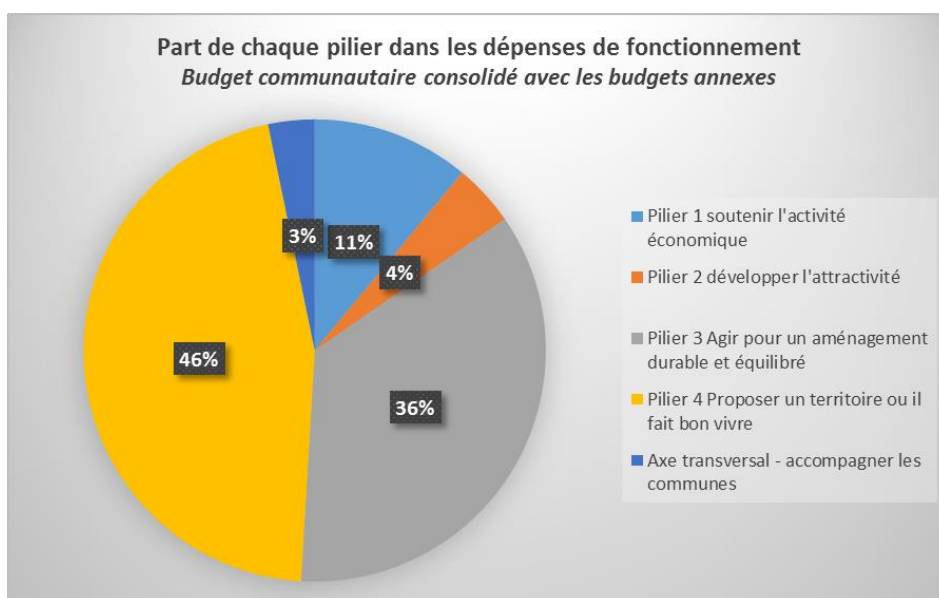
Les votes du Compte Administratif 2016 et du Budget Supplémentaire 2017 interviendront ultérieurement dans l'année.

### I - SECTION DE FONCTIONNEMENT

#### A) Dépenses de fonctionnement

Le montant de la section de fonctionnement du budget principal, compte tenu de la reprise du résultat antérieur, après affectation du résultat est de 37 378 876.70 €.

Le graphique suivant présente la répartition des dépenses de fonctionnement par pilier du projet de territoire :



- **Chapitres 011-Charges à caractère général et 65-Autres charges de gestion courant**

Un effort tout particulier a été porté sur les prévisions des charges de ces deux chapitres puisque le crédit prévisionnel est inférieur celui de l'exercice précédent (-9 % pour les charges à caractère général et -3 % pour les charges de gestion courante)

Les principaux postes de dépenses pour le chapitre des charges à caractère général sont les suivants :

Nature de la dépense	Montant du crédit (En €)
Fonctionnement de la collectivité (Bâtiments, informatique, SIG, téléphonie, fournitures, communication, fluides, locations)	709 989
Petite enfance, enfance et jeunesse	332 150
L'aménagement, l'entretien des rivières et cours d'eau	298 936
Urbanisme	211 482
Politique culturelle	188 200
Développement économique, artisanat et commerce	164 783
Temps d'activité périscolaire	142 500

Les principaux postes de dépenses pour le chapitre des charges de gestion courantes sont les suivants :

Nature de la dépense	Montant du crédit (En €)
Petite enfance, enfance et jeunesse	521 051
Tourisme	250 000
Politique culturelle	197 500
Temps d'activité périscolaire	85 000
Développement économique, artisanat et commerce	29 000

- **chapitre 012-Charges de personnel**

La masse salariale est maîtrisée, avec une augmentation de seulement 0.7 % entre les deux budgets primitifs de 2016 et 2017, liée à l'évolution des carrières et parcours professionnels.

- **Chapitre 014-Atténuation de produits**

La dotation d'attribution reversée aux communes du territoire reste similaire à celle de 2016 avec un montant de 8 276 752 €.

Il convient de noter toutefois qu'il est probable que le F.P.I.C (Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal) progresse sensiblement : + 34 %

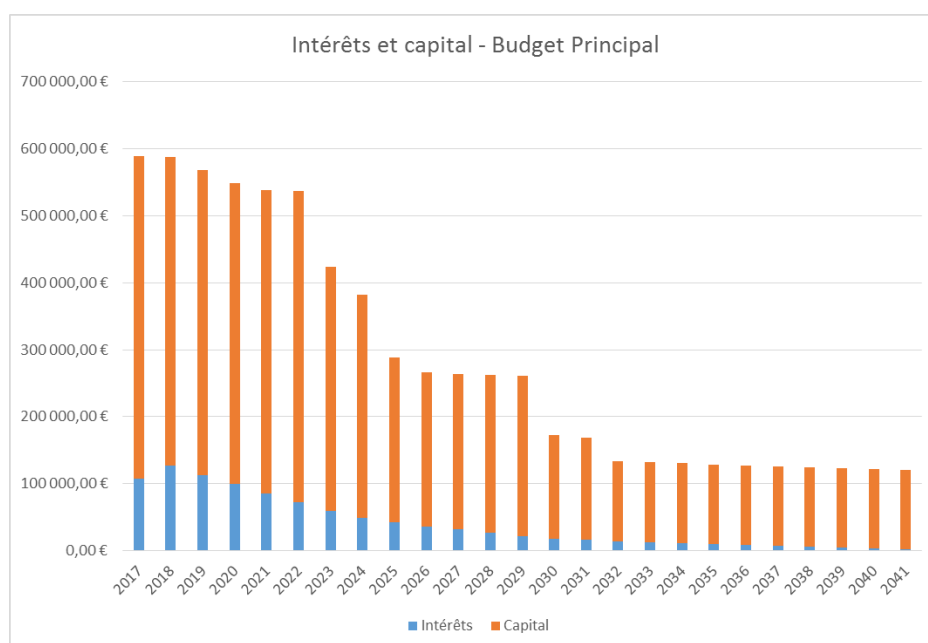
La prévision de hausse de la T.E.O.M est de 6 % d'après les informations fournies par le SIRCTOM.

- **Chapitre 66-Les charges financières**

Les charges financières sont celles liées aux emprunts contractés ou repris antérieurement par la collectivité ; leur progression est de 21.8 %, notamment en raison de la mise en place des financements à long terme, concernant l'équipement fibre optique du territoire.

**L'état de la dette** fait ressortir un capital restant au 1<sup>er</sup> janvier 2017 de 6 138 893,99 €

Le graphique suivant présente le profil d'extinction de la dette au 1<sup>er</sup> janvier 2017, tenant compte des emprunts réalisés en 2016, et sans nouvel emprunt cette année.



La capacité de désendettement de la collectivité reste inférieure à 4 ans.

- **Chapitre 67-Charges exceptionnelles**

Besoin de financement du budget annexe *Centre Aquatique* : 633 000 €.

- **Chapitre 023-Virement à la section d'investissement**

Couverture du remboursement du capital des emprunts : 481 763.01 €

Financement des investissements : 993 654.43 €

Financement des avances à certains budgets : 6 214 500 €

## **B) Recettes de fonctionnement**

Les recettes de fonctionnement augmentent de 98 532 € entre 2016 et 2017 :

- **Les recettes fiscales**

Comme depuis 2014, la collectivité n'augmentera pas les taux d'imposition en 2017.

TAXES	Taux moyens nationaux	Taux communautaires proposés
Taxe d'habitation	9,06 %	8,52 %
Taxe foncière non bâtie	5,00 %	2,56 %
C.F.E	26,85 %	24,44 %
Taxe Foncière bâtie	1,12 %	0 %

En revanche les recettes fiscales progressent en raison de l'évolution des bases d'imposition.

- **Les dotations**

Elles sont en baisse, notamment en ce qui concerne la D.G.F, mais la courbe de la Contribution aux Redressement des Finances Publique a été un peu infléchie pour 2017.

Toutefois, une perte de 208 000 € est constatée entre 2016 et 2017, et de presque 1 000 000 € depuis 2013.

DGF	2013	2014	2015	2016	2017	Δ2013/2017
TOTAL	3 559 412	3 508 183	3 208 345	2 802 000	2 594 000	- 27 %

- **L'épargne brute**

Des dépenses et des recettes réelles de la communauté de communes, la collectivité dégage une épargne brute à hauteur de 1 277 300 €.

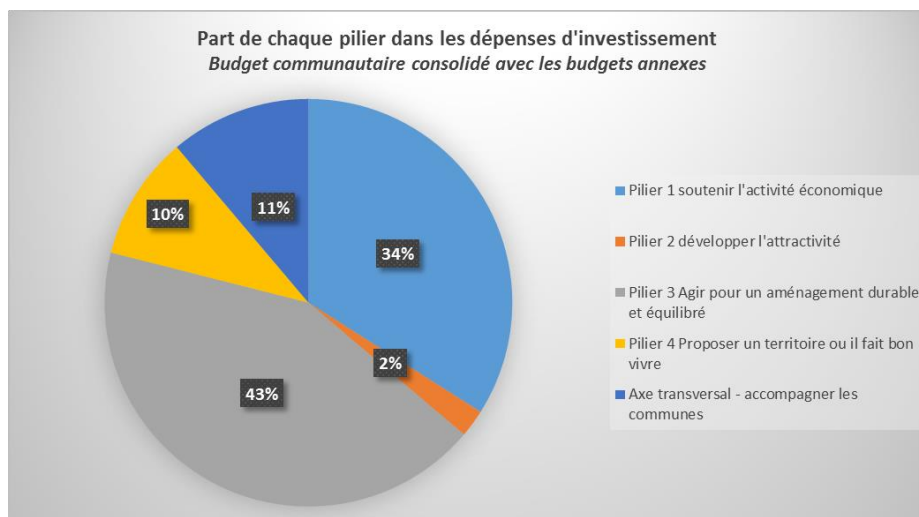
Le taux d'épargne brut calculé à partir du budget primitif 2017 est de 6 %.

## **II – SECTION D'INVESTISSEMENT**

### **A) Dépenses d'investissement**

En ce qui concerne l'investissement, la section s'équilibre à 12 901 592.01 €.

Le graphique suivant présente la répartition des dépenses d'investissement par pilier du projet de territoire :



- **Chapitre 16-Emprunts et dettes assimilées**

Remboursement du capital des emprunts : 481 763.01 €

- **Chapitre 27-Immobilisations financières**

6 214 500 € d'avances aux budgets annexes dans l'attente de la fin des aménagements, la réalisation des ventes de terrains et la mise en œuvre des financements définitifs.

**B) Recettes d'investissement**

L'équilibre de la section d'investissement est assuré par les recettes suivantes :

Nature de la recette	Montant
F.C.T.V.A	350 000,00
Subvention d'investissement	760 138,00
Amortissement des immobilisations	800 077,04
Résultat d'investissement reporté	432 956,51
Affectation du résultat de fonctionnement (compte 1068)	2 429 103,02
Prélèvement de la section de fonctionnement	7 689 917,44
Emprunt (Chapitre 16)	Aucun emprunt sur le BP

### **III) Budgets annexes**

Budgets	Fonctionnement	Investissement
<b>1 Budget Principal</b>	37 378 876,70	12 901 592,01
<b>17 Budgets Annexes</b>		
Centre Aquatique	1 317 994,14	269 411,89
Stations d'épuration	1 905 560,36	2 236 897,24
S.P.A.N.C	59 120,00	152 471,69
Maison de santé Andance	36 974,00	1 000,00
Habitat Albon	60 929,06	60 929,06
Projets Industriels	460 752,63	690 257,24
Actions économiques	44 651,00	45 179,18
10 budgets annexes de Zones d'Activités	6 804 555,44	10 518 226,32

Les budgets annexes destinés au développement économique (l'ensemble des zones artisanales et industrielles d'intérêt communautaire) mobilisent plus 2 604 066 € de crédits pour des opérations d'aménagement.

Les deux budgets dédiés à l'assainissement (Stations d'épuration et Assainissement Non Collectif) sont financés par la redevance des utilisateurs. Les opérations d'investissement inscrites sur le budget Station d'épuration sont financées par les communes (fonds de concours communaux) et par emprunt.

Enfin, le budget annexe Centre Aquatique nécessite l'intervention du budget principal à hauteur de 630 000 €.